

**GDN's 22th Global Development Network**

**Conférence sur la Politique Fiscale pour le développement**

**Université de Clermont Ferrand-Auvergne**

**02-04 Novembre 2022**

**Taxation optimale et Croissance économique au Cameroun : Une Analyse à l'aide d'un Modèle de budget déséquilibré.**

**Par**

**Dr BINDOUMOU Martial**

**Université de Maroua-Cameroun**

**Dr EKAMENA Nadine Sabine**

**Université de Maroua-Cameroun**

**I-INTRODUCTION**

**II-OBJECTIFS**

**III-FAITS STYLISES**

**IV-REVUE DE LA LITTERATURE**

**V-APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE**

**VI-RÉSULTATS ET DISCUSSIONS**

**VII-CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

# I-INTRODUCTION

Conférence des Nations unies sur le financement du développement à Addis Abeba en 2015

↓  
l'accroissement des recettes fiscales :  
levier efficace pour une transformation  
structurelle des économies africaines

← Transformation  
structurelle: un pilier  
du DSCE de 2010

↙ vaste programme  
d'investissements  
dans les  
infrastructures

→ réduire significativement la pauvreté

mobilisation permanente et substantielle des  
ressources internes: les recettes fiscales

## **Au Cameroun**

les recettes fiscales non pétrolières: augmentation de  
7,73% (MINFI, 2021)

## Exemple: La relance par le demande au Cameroun

### 1-Embellie trompeuse

❖ **Taux de pression fiscale au** niveau modeste de 15,2%(INS, 2018)

**Pourquoi?**

Taux de pression fiscale inferieur à  
17 % (critère de convergence de la CEMAC)

Taux de pression fiscale aussi inférieur au seuil minimum de 20%: Objectifs de Développement du Millénaire  
(Rapport économique sur l'Afrique, 2019)

Effets néfastes de l'augmentation de la pression fiscale



Recettes fiscales

Croissance économiques

allocation interne des ressources

l'Etat à produire les

Politique fiscale trop laxiste



Réduit la capacité de

biens et services publics nécessaires  
à la croissance et au développement

# I-INTRODUCTION

**La maîtrise de la fiscalité:** impératif pour garantir non seulement une croissance économique durable, une autonomie et la résilience mais aussi la crédibilité du pays sur le marché financier

Soulyemane (2012 ) s'appuie sur quatre piliers pour justifier la **maitrise de la fiscalité:**

- ❖ les coûts supplémentaires et d'entretien engendrés par les projets financés par l'aide publique extérieure doivent être correctement financés par les ressources intérieures afin de ne pas compromettre la productivité des projets financés par l'aide extérieure
- ❖ l'émergence du Cameroun qui est consubstantielle à la diminution de l'aide publique, impose un renforcement du dispositif de recouvrement des recettes intérieures pour financer les projets prioritaires
- ❖ il est impératif que les gouvernements des pays en développement mobilisent des ressources intérieures pour faire face au risque d'une baisse des recettes fiscales consécutive à libéralisation des échanges
- ❖ une bonne maîtrise de la fiscalité permet un renforcement du civisme fiscal et l'efficacité des dépenses publiques

## II-OBJECTIFS

Say (1803), une diminution d'impôt, en multipliant les jouissances publiques, augmente les recettes du fisc et fait avoir au gouvernement ce qu'il gagne à être modéré. Il reste à déterminer ce taux d'imposition optimal afin de savoir s'il est atteint ou pas.

### 1-Taux de pression fiscale qui

- ❖ Maximise les recettes fiscales

### 2-Taux de pression fiscale qui

- ❖ Maximise la croissance économique

**Hypothèse de travail:** budget déséquilibré

### Pourquoi le budget déséquilibré?

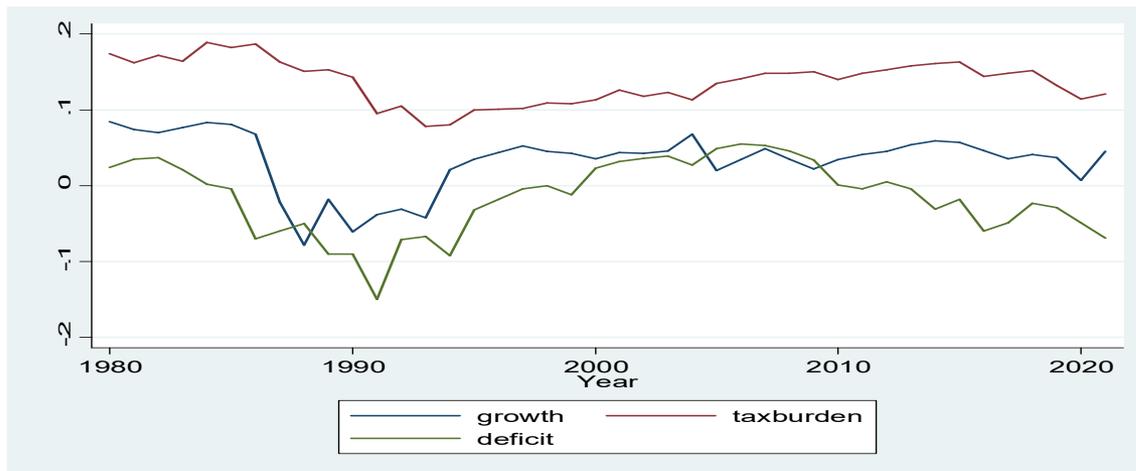
- ❖ L'équilibre budgétaire est un phénomène rare dans les économies en développement (ul Husnain, Haider, Salman & Shaheen 2015)
- ❖ Au Cameroun particulièrement, le solde budgétaire global a recommencé à se détériorer en 2010, lorsque le déficit budgétaire a atteint 6,1 % du PIB en 2016 (Banque mondiale, 2018).
- ❖ Plus encore, ce solde est devenu de plus en plus déficitaire en période de crise économique ou de fort ralentissement et son retour au niveau antérieur à cette crise a toujours été difficile

### Spécificité de l'étude

- ❖ **Apport théorique:** un cadre théorique pour déterminer simultanément deux taux de pression fiscale qui maximisent respectivement les recettes fiscales et la croissance économique en présence **d'un déficit budgétaire**
- ❖ **Sur le plan empirique:** pas d'études au Cameroun qui utilise un modèle à deux secteurs de Scully et d'un modèle quadratique sous l'hypothèse d'un déficit budgétaire pour déterminer le taux de pression fiscale maximum.

# III-FAIST STYLISÉS

**Figure 1.** Evolution de la croissance économique, de la pression fiscale et des dépenses publiques entre 1980 et 2021.



**Source :** auteurs à partir des données de l'INS et de la Banque mondiale

## 1-Taux de croissance économique

- ❖ Après une forte croissance économique entre 1970 et 1985, le taux de croissance du PIB a fortement baissé entre 1986 et 1993, avec deux planchers en **1988** et **1993**.
- ❖ la reprise d'une croissance économique positive est visible à partir de 1994 jusqu'en 2021 où cette croissance est en baisse à cause, entre autres, de la crise socio-politique dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, ainsi que de la pandémie du Covid-19: contraction PIB de 2,4 % en 2020, alors que la croissance était de 3,7 % en 2019.
- ❖ une forte mobilisation des recettes fiscales entre 1980 et 1990, malgré la crise économique que traverse le pays durant cette période. En effet, au Cameroun l'on enregistre une forte variabilité de la pression fiscale qui tend à être pro-cyclique, augmentant pendant les périodes de croissance économique, et diminuant lors des récessions
- ❖ La forte mobilisation des recettes fiscales est encore observable entre 2012 et 2015

## **2-Taux de pression fiscale**

Le taux de pression fiscale a chuté depuis 2019 pour se situer à 11,4% en 2020. En 1994, les recettes fiscales représentaient environ 8% du PIB. Après la dévaluation du FCFA en Janvier 1994, le taux de pression fiscale a monté pour atteindre un niveau élevé de 16,3% en 2015.

## **3-Le déficit budgétaire**

La courbe des déficits publics, pour sa part, montre que sur la période d'étude, le solde public est devenu de plus en plus déficitaire durant la crise économique, passant de 0,4% du PIB en 1985 à du PIB 1,2% en 1999, puis de 0,4% du PIB en 2011 à 6,9% du PIB en 2021.

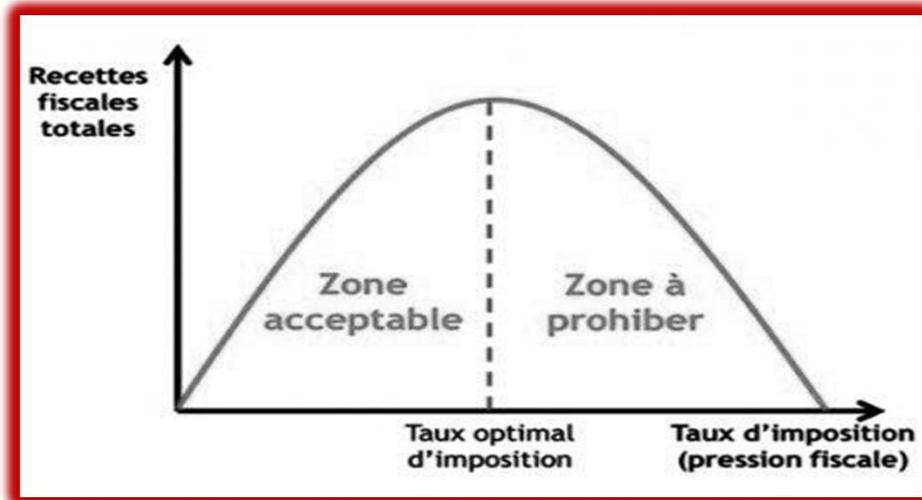
## Sur le plan théorique

### 1-Les tenants de l'école libérale

l'impôt doit être le plus neutre possible de manière à ne pas créer des distorsions et ainsi déstructurer le comportement des agents économiques

**Adam Smith**(1776) a mis en avant certains principes de base de la fiscalité: l'augmentation des taux d'imposition à l'importation au-delà d'un certain niveau décourage le respect des règles et encourage la contrebande et par conséquent, réduit les recettes fiscales. Il pense que les taxes doivent être conçues de manière à minimiser les coûts de conformité des contribuables et les coûts administratifs du gouvernement, tout en décourageant l'évasion et la fraude fiscales

Ce principe a gagné en notoriété avec le développement de l'Economie de l'offre dans les années soixante-dix notamment avec sa théorisation par **Artur Laffer**.



#### **2-les défenseurs de l'interventionnisme pigouvien :** l'Etat doit intervenir pour corriger les défaillances du marché afin d'assurer l'égalité entre l'équilibre décentralisé et l'optimum social



**Les modèles de croissance endogène :** une attention particulière sur rôle de la politique fiscale sur la croissance économique.

Modèle de croissance endogène avec dépenses productives mis au point dans les année 1990: un cadre idoine pour étudier les effets non linéaires de la taxation sur la croissance économique de long terme.

**Barro (1990) :** même si une augmentation du taux d'imposition est de nature à ralentir l'accumulation du capital physique, elle permet en revanche d'accroître les ressources publiques qui financent les dépenses publiques productives et à externalités positives

**Autres travaux:** défendent la thèse de l'existence d'une fiscalité optimale qui conduirait, dans certaines conditions, à une augmentation de la croissance économique.

Fort de ce qui précède, les travaux successifs sur la fiscalité optimale s'articulent autour de trois théories fondamentales:

❖ la règle de Ramsey (1927):créer le moins de distorsions possible dans un environnement concurrentiel et sans externalités. l'auteur recommande de taxer les biens en proportion inverse de l'élasticité compensée de l'offre et de la demande. Toutefois, ce système de taxation basée sur l'élasticité inverse est susceptible de conduire à l'iniquité et à l'injustice dans une économie caractérisée par un taux de chômage élevé couplé avec une incidence de pauvreté importante. En fait, dans ce type d'économie, puisque le salaire est presque rigide, taxer davantage le travail augmenterait les inégalités dont le degré est une des questions dans la problématique de la fiscalité optimale de Mirrless (1971).

- ❖ **La taxation optimale du revenu de Mirrless(1971).** Il est alors nécessaire de trouver un barème fiscal optimal qui ne devrait pas être dépassé et créer des effets désincitatifs sur l'offre de travail et conduire à une baisse des recettes fiscales. C'est dire qu'avant ce seuil, le taux d'imposition qui est progressif (c'est-à-dire augmente avec le revenu), entraîne des gains en termes de d'équité ; et au-delà de ce niveau optimal, toute augmentation de l'impôt conduit à des comportements d'évitement fiscal qui se matérialisent par la fraude fiscale et l'optimisation fiscale. Au total, pour l'auteur, les taux marginaux d'imposition doivent progressivement baisser au fur et à mesure que les revenus des travailleurs augmentent. Cette conclusion est d'ailleurs la principale critique adressée à cette théorie car dans une telle perspective, les travailleurs ayant un capital humain élevé et qui sont aussi mieux rémunérés, sont favorisés. Aussi cette faiblesse de l'analyse de Mirrless(1971, *Op.cité*). procède de ce que l'auteur ignore ou mieux, ne distingue pas le travailleur qualifié du travailleur non qualifié. Enfin, l'analyse de l'auteur ne porte que sur la fiscalité sur le seul revenu des travailleurs, à la différence de Lafer(1981, *Op.cité*) dont la théorie établit une relation entre les recettes fiscales et le taux d'imposition.
- ❖ la théorie de Lafer(1981) découle de la pensée de Say(1803, 500-501) qui affirmait déjà qu' « *un impôt exagéré détruit la base sur laquelle il est porté* ». Pour l'auteur, l'augmentation d'un taux d'imposition, après un certain seuil, a des effets pervers sur l'assiette fiscale (c'est-à-dire la base sur laquelle est calculé l'impôt). La courbe nous apprend que, même si un taux bas et un taux élevé entraînent le même niveau de recettes fiscales (0%), il est préférable de choisir le taux bas car ce dernier favorise la création de richesse. Toutefois, l'analyse de Lafer(1981, 1-8) connaît des limites qui rendent ses conclusions quelque peu controversées. D'abord, l'auteur analyse seulement l'effet microéconomique du taux de taxation aux dépens de son impact macroéconomique. Or, il est admis que l'Etat dispose de deux instruments de financement des dépenses publiques à savoir la dette ou l'emprunt et l'impôt.

## IV-REVUE DE LA LITTERATURE

L'un et l'autre permettent de financer la production des biens et services publics porteurs d'externalités positives et de nature à augmenter la productivité marginale des travailleurs. En outre, cette analyse est aussi limitative dans la mesure où elle exclut l'effet revenu de la politique fiscale à travers la redistribution. Infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires, scolaires, sanitaires, la Recherche et développement, etc.

**Sur le plan empirique.** Deux approches se distinguent dont celle basée l'hypothèse d'équilibre budgétaire et celle qui suppose le cas où le budget de l'Etat est non équilibré notamment déficitaire

## IV- REVUE DE LA LITTERATURE

Auteurs	Période et espace	Résultats
Scully(1996, 2000) Scully (1995)	1927-1994 en nouvelle Zélande 1949-1989 aux USA	montre que le taux de pression fiscale qui maximise le taux de croissance est de 20 % a estimé le taux optimal de pression fiscale entre 21,5 % et 22,9 %, puis à 21 % sur la période allant de 1950 à 1995
Amgain (2017)	1991 à 2012 dans 32 pays d'Asie	le niveau d'imposition optimisant la croissance pour les pays sélectionnés est de 18%
Yaya (2010)	1960-2006 en Côte-d'Ivoire	Pour que, le taux de croissance économique soit d'environ 6,2 % au lieu des 3,2 % actuels, le taux d'imposition maximisant la croissance devrait être fixé à environ entre 21,1 et 22,3 % du PIB.
Motloja et al.(2016, 8-17)	1994:Q1 à 2016:Q2 Afrique du Sud	la relation entre la fiscalité et la croissance économique est non significative pour le période précédant la récession mondiale mais significative pour la période post-récession. Ainsi, les estimations aboutissent à un taux d'imposition optimal de 22 %
Amedanou (2019)	1960-2016 Togo	L'estimation du modèle de Scully montre un taux optimal de pression fiscale qui se situe entre 15,9% et 22,6% du PIB et de 22,6% du PIB pour le modèle quadratique
Bakala(2020)	Congo	L'auteur trouve que conformément à la courbe de Laffer, une augmentation du taux d'imposition entraine une augmentation de la croissance économique, mais au-delà de 17,20% toute augmentation du taux d'imposition entraine une baisse de la croissance. Par ailleurs, en matière de rendement fiscal, en dessous de ce taux seuil, les recettes fiscales augmentent mais au-dessus de ce seuil, les recettes fiscales baissent
Abebrese, Baidoo et Olesu(2020)	2007–2017 au Ghana	le taux d'imposition optimal qui maximise la croissance de l'économie du Ghana est de 27,69 % du produit intérieur brut. Avec ce taux d'imposition optimal, le taux de croissance du Ghana serait de 8,88%, alors que le taux de croissance réel (actuel) est d'environ 6,25% avec un taux d'imposition moyen réel de 15,30%
Husnain et al.(2015)	1975 à 2012 Pakistan, l'Inde, le Népal et le Sri Lanka	L'étude a révélé 12,64%, 12,18%, 13,63% et 16,91 % comme niveau optimal du taux d'imposition pour le Pakistan, l'Inde, le Népal et le Sri Lanka, respectivement

**1-Sources de données:** secondaire l'Institut national de Statistique du Cameroun(INS) et indicateurs de développement de la Banque mondiale de 2021

2-Tests statistiques:**Test de stationnarité : degré d'intégration des variables**



Le test de racine unitaire de Zivot et Andrews(1992) car:

- ❖ la date exacte du point de rupture est inconnue.
- ❖ la taille de l'échantillon est petite

### Résultats sur la date de rupture

- ❖ Croissance:1988. cette date de rupture endogène, même si elle se situe dans la période de crise, ne coïncide pas exactement avec l'année 1986 qui marque le début de la forte crise économique et financière que traverse le Cameroun. L'hypothèse nulle de présence de racine unitaire sans rupture exogène est donc acceptée pour la variable *croissance économique*
- ❖ *déficit public* :1993. la date de rupture endogène se situe entre la crise économique et financière et la dévaluation du FCFA en 1994
- ❖ *taux de pression fiscale*:1993. apparaît comme un processus à tendance-stationnaire avec une seule rupture qui se produit à une date inconnue en 1993, période précédant la dévaluation du FCFA en 1994.
- ❖ Les résultats du tableau 1 montrent que la croissance économique et le déficit budgétaire sont intégrées d'ordre 1 et donc stationnaire lorsqu'on différencie une fois ; alors que la série *taux de pression fiscale* est un processus stationnaire à niveau. Les séries étant ainsi intégrées à des ordres différents, le test de cointégration aux bornes de Pesaran et al. (2001) est utilisé car les ordres d'intégration sont I(0) et I(1).

**2-Modèles utilisés:** modèle de Scully et le modèle quadratique

$$Y_t = \alpha_0 (\tau Y_{t-1})^{\alpha_1} (\rho Y_{t-1})^{\alpha_2} [(1-\tau-\rho)Y_{t-1}]^{\alpha_3}$$

$Y_t$  représente le PIB à la période courante,  $Y_{t-1}$  le PIB à la période antérieure,  $\rho$  le ratio déficit-PIB,  $\alpha_0$  la productivité globale des facteurs de production,  $\alpha_1$  la part relative des taxes gouvernementales dans la production totale,  $\alpha_2$  la part relative du déficit dans la production totale,  $\alpha_3$  la contribution de la production privée dans la production totale. Cette dernière est obtenue en faisant le produit de  $(1-\tau-\rho)$  avec le PIB de la même période (ul Husnain, Haider, Salman & Shaheen 2015, *Op.cité*).

La transformation du modèle de Scully en ARDL est la suivante:

$$\Delta \ln r_t = \delta_0 + \sum_{i=1}^p \delta_{1i} \Delta \ln r_{t-i} + \sum_{i=0}^q \delta_{2i} \Delta \ln tb_{t-i} + \sum_{i=0}^q \delta_{3i} \Delta \ln \rho_{t-i} + \sum_{i=0}^q \delta_{4i} \Delta \ln (1-tb-\rho)_{t-i}$$

$$\omega_1 \ln r_{t-1} + \omega_2 \ln tb_{t-1} + \omega_3 \ln \rho_{t-1} + \omega_4 \ln (1-tb-\rho)_{t-1} + \mu_t$$

$\Delta$  est l'opérateur de différence première,  $\delta_0$  est la constante,  $\delta_{1 \leq i \leq 4}$  et  $\omega_{1 \leq i \leq 4}$  représentent respectivement les élasticités de court terme et de long terme et  $\mu_t$  est le terme d'erreur qui est un bruit blanc.

La spécification économétrique de la relation de long terme est la suivante :

$$\ln r_t = \ln \alpha_0 + \alpha_1 \ln tb_t + \alpha_2 \ln def_t + \alpha_3 \ln rst_t + \mu_t$$

$$\tau = tb \quad 1 + g = r \quad \rho = def \quad 1 - tb - \rho = rst$$

Le modèle quadratique

$$gdp_t = \beta_0 + \beta_1 tb_t + \beta_2 tb_t^2 + \mu_t$$

En transformant ce modèle dans sa forme ADRL, on a:

$$\begin{aligned} \Delta \ln gdp_t &= \beta_0 + \sum_{i=1}^p \beta_{1i} \Delta \ln gdp_{t-i} + \sum_{i=0}^q \beta_{2i} \Delta \ln tb_{t-i} + \sum_{i=0}^q \beta_{3i} \Delta \ln (tb)_{t-i}^2 + \beta_4 \ln gdp_{t-1} \\ &+ \beta_5 \ln tb_{t-1} + \beta_5 \ln (tb)_{t-1}^2 + \eta_t \end{aligned}$$

Nous appliquons également les tests de diagnostic portant sur la spécification, la normalité, l'autocorrélation et l'hétéroscédasticité sur le modèle le modèle ARDL ci-dessous aux fins de vérifier la qualité d'ajustement de ce modèle.

# 4-Résultats et discussions

**Tableau 9.** Estimation de l'équation de la relation de long terme dérivé du modèle ARDL

- ❖ les coefficients du taux de pression fiscale, du déficit public et de la contribution du secteur sont positivement et statistiquement significatifs au niveau de 1%, 5% et 10% respectivement
- ❖ la relation positive entre la croissance économique et la pression fiscale montre que l'économie camerounaise si situe encore en dessous de son potentiel fiscal. Il est donc théoriquement normal que le recouvrement des recettes fiscales et la croissance économique soit positivement liés
- ❖ le taux de pression fiscale qui maximise la croissance économique, les résultats montrent qu'il se situe entre 21,45% et 22,56% au Cameroun, contre 11,4% en 2020

	Variable dépendante: lngdp			
Variables	Coefficient	Ecart-type	t-Statistic	Prob.*
Intb	0.2721	0.0402243	6.76	0.0000
Indef	0.14227	0.0276531	5.14	0.0005
Inrst	0.33107	0.063741	5.19	0.0000
C	1.0439	0.2145106	4.86	
R-carré	0.7045	F-statistic		36.06
R-carré ajusté	0.6675	Prob(F-statistic)		0.0002
		Durbin-Watson stat		3.3187

**Source :** auteurs à partir des données de l'INS et du WDI

**Tableau 8.** Estimation de l'équation de la relation de du modèle ARDL du modèle quadratique

	Variable dépendante: lngdp			
Variables	Coefficient	Ecart-type	t-Statistic	Prob.*
Intb	1.0552	0.1457	7.23	0.0000
(Intb) <sup>2</sup>	-1.4598	0.9678	-1.50	0.0005
C	0.0396	.01121	3.53	0.0001
R-carré	0.8632	F-statistic		182.98
R-carré ajusté	0.8560	Prob(F-statistic)		0.0002
		Durbin-Watson stat		3.081

**Source :** auteurs à partir des données de l'INS et du WDI

## VI-RESULTATS ET DISCUSSIONS

**Implications:** Le gouvernement camerounais dispose encore d'une large marge de manœuvre pour augmenter les recettes fiscales sans impacts négatifs sur la croissance économique. Cependant, il n'est pas rédhibitoire de souligner que la procyclicité de la pression fiscale peut obvier l'accroissement des recettes fiscales. Par ailleurs, les résultats montrent que l'augmentation de 1% de la contribution du secteur privé augmente la croissance économique nationale de 0,33%. Ce résultat signifie que la croissance économique nationale est **plus sensible** à la contribution du **secteur privé** qu'aux **variations des recettes fiscales**.

Le coefficient positif du taux de pression fiscale indique également que les recettes fiscales collectées sont certainement affectées aux dépenses publiques productives comme la construction des infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires, sanitaires et scolaires. Par exemple, entre 2010 et 2020, le gouvernement camerounais s'est engagé dans la réalisation de onze grands projets structurants qui, conformément à la théorie de la croissance endogène développée par Barro(1990), sont susceptibles d'avoir un fort impact positif sur la croissance grâce davantage aux externalités. L'estimation du modèle(14) nous a également permis de calculer le taux de pression fiscale qui maximise les recettes fiscales en présence du déficit budgétaire. Les résultats montrent que ce taux se situe à environ 39,67%, en présence du déficit budgétaire. Cela signifie que pour atteindre l'optimum de recettes fiscales au Cameroun, il faut que les prélèvements fiscaux s'élèvent à hauteur de 39,67% du PIB. Au-delà de 39,67%, toute augmentation du taux d'imposition serait contre-productive. Ces onze projets sont : le barrage de retenue de Lom Pangar, la centrale hydroélectrique de Memve'élé, le complexe portuaire de Kribi, le deuxième pont sur le Wouri, l'autoroute Yaoundé-Douala, l'usine de production de gaz de Kribi, la construction d'une usine d'engrais chimique, l'extension du réseau de fibre optique, la construction de nouvelles fonderies d'aluminium, le développement de complexes agricoles, et la construction d'une ligne de chemin de fer de 1 000 kilomètres.

## Résultats et discussion

S'agissant particulièrement du tableau 8 de l'annexe A1, les résultats d'estimations du modèle (20) montrent que le terme quadratique du taux de pression fiscale n'est pas significatif. Ce résultat était prévisible au vu de la forme linéaire de la fonction qui lie la croissance économique au taux de pression fiscale. Ces résultats confirment que sur la période d'étude, le taux de pression fiscale au quadratique n'affecte pas significativement la croissance économique, même si le signe du coefficient lié à ce terme est celui qui était théoriquement attendu. La non-significativité du taux de pression fiscale au quadratique procède de ce que l'économie du Cameroun se situe encore sur le versant ascendant de la courbe de Lafer. Il est alors normal que la relation entre la croissance économique et la pression fiscale soit encore quasi-linéaire.

## VI-CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'identification et la prise en compte du taux de pression fiscale optimum dans la décision d'administration fiscale s'avèrent impératives une mobilisation permanente, régulière et substantielle des ressources par le gouvernement pour soutenir les entreprises locales dans le but de favoriser leur production locale à plus grande échelle.

Examiner si le taux de pression fiscale est en dessous ou au-dessus du seuil optimal d'imposition est d'un intérêt de politique économique certain. En effet, un taux d'imposition inférieur au taux optimal permet aux décideurs de savoir l'ampleur de la marge de manœuvre budgétaire dont ils disposent encore pour augmenter les recettes publiques et réduire la dépendance vis-à-vis de l'endettement. Et réciproquement, un taux d'imposition supérieur au taux optimal amène les décideurs à une réforme de la politique fiscale en vue d'une mobilisation plus efficace des ressources publiques. Dans le premier cas, les décideurs ont la possibilité de fixer des taux d'imposition plus élevés en vue de maximiser les recettes fiscales pendant la phase ascendante du cycle économique ; tandis que dans le second cas, ils peuvent appliquer des taux plus faibles en vue de maximiser la croissance économique lorsque l'économie du pays se trouve dans son versant descendant.

FIN

**MERCI**  
**POUR VOTRE**  
**AIMABLE ATTENTION**